

CA2DN

AJ

-2005

BLIND PERSONS RIGHTS

Being blind isn't a crime. But the way some people treat the blind is. That's why the government of Ontario has laws to prevent discrimination against people whose blindness makes them dependent on white canes or guide dogs.

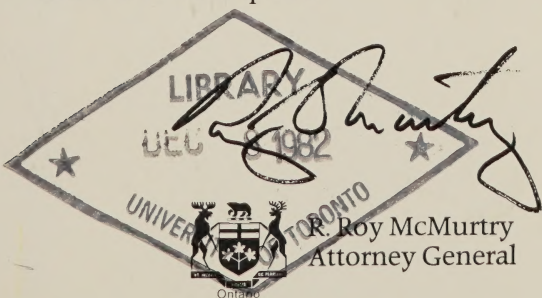
Enacted in 1976, the Blind Persons Rights Act ensures rights of blind persons who depend on guide dogs to be granted entry to any place and provision of any service which is available to the general public. The law is simple and what it says is basic.

It is against the law to refuse admission to any public place or public vehicle, including taxi cabs, to any person whose blindness causes them to be dependent on a guide dog.

It is against the law to charge extra for services rendered to a blind person accompanied by a guide dog. Anyone violating the act is liable to a fine of up to \$1,000.

Guide dog users living in Ontario carry identification cards which state the law. Visitors to the province will have a card identifying themselves and the guide dog. These cards will be shown on request and must be honoured.

Refusing services or entry, or charging more for those services, to anyone on the basis of blindness or the presence of a guide dog, is an offence. The Government of Ontario respects the right of everyone to equal treatment under the law. The blind are no exception.



LES DROITS DES AVEUGLES

Ce n'est pas un crime d'être aveugle; mais la façon dont certaines personnes traitent les aveugles en est un. C'est pourquoi le gouvernement de l'Ontario a créé des lois pour protéger de la discrimination les personnes qui doivent utiliser des cannes blanches ou des chiens-guides.

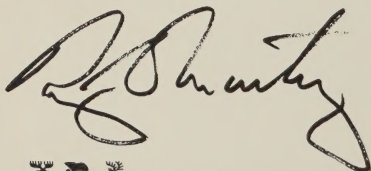
La loi sur les droits des aveugles qui est entrée en vigueur en 1976 assure aux aveugles qui doivent être accompagnés d'un chien-guide le droit d'entrer dans tous les endroits publics et d'y obtenir les services accessibles au public. La loi est très simple et ses dispositions sont élémentaires.

La loi interdit de refuser l'accès à un lieu public ou un véhicule public, y compris les taxis, à toute personne qui, en raison de sa cécité, est accompagnée par un chien-guide.

La loi interdit aussi d'exiger des frais supplémentaires pour les services accordés à un aveugle accompagné par un chien-guide. Toute personne violant la loi est passible d'une amende allant jusqu'à 1 000\$.

Les résidents de l'Ontario ayant des chiens-guides ont des cartes d'identité mentionnant la loi. Les visiteurs venant dans la province auront des cartes les identifiant eux et leurs chiens-guides. On peut demander à voir ces cartes et on doit les honorer.

Refuser des services ou l'accès ou demander des frais supplémentaires pour des services à une personne aveugle ou en raison de la présence d'un chien-guide constitue une infraction. Le gouvernement de l'Ontario respecte le principe de l'égalité de chacun devant la loi. Les aveugles ne font pas exception.



R. Roy McMurtry
Procureur général

